



Conseil d'administration

310^e session, Genève, mars 2011

GB.310/WP/SDG/2/3

Groupe de travail sur la dimension sociale de la mondialisation

WP/SDG

POUR INFORMATION

DEUXIÈME QUESTION À L'ORDRE DU JOUR

Surmonter la crise mondiale

Note d'information sur les perspectives de l'économie mondiale

Aperçu

Questions traitées

Synthèse des prévisions récentes concernant l'économie mondiale.

Incidences sur le plan des politiques

Aucune.

Incidences juridiques

Aucune.

Incidences financières

Aucune.

Mesure demandée

Aucune. Le document est soumis pour information.

Documents du Conseil d'administration ou instruments de l'OIT cités en référence

Aucun.

Croissance économique et emploi

1. La reprise mondiale a été très inégale en 2010, selon les régions, et cette tendance devrait se poursuivre en 2011 avec des taux de croissance cependant plus modérés qu'en 2010 où ils avaient atteint des niveaux record. Dans le contexte économique actuel caractérisé par une reprise à deux vitesses¹, la croissance est restée faible dans les pays développés alors que la plupart des économies émergentes et des économies en développement se sont fortement redressées, retrouvant leurs niveaux de production d'avant la crise.
2. En 2010, le nombre de chômeurs dans le monde est resté en grande partie inchangé par rapport à 2009, soit 205 millions de chômeurs². C'est dans les économies développées que le taux de chômage reste le plus élevé; compte tenu du rythme actuel de création d'emplois dans le monde, il faudra peut-être attendre cinq ans au moins pour retrouver le niveau d'emploi qui prévalait avant la crise³. Le taux de chômage des jeunes est deux fois plus élevé que le taux de chômage des adultes dans la plupart des pays, et quatre fois plus élevé que le taux de chômage des adultes au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Le ratio emploi/population en âge de travailler reste inférieur aux moyennes de 2008 dans un certain nombre de pays⁴, ce qui laisse penser qu'une grande partie des travailleuses et des travailleurs ont quitté le marché du travail, du moins temporairement. Les indicateurs de l'emploi progressent dans de nombreux pays émergents et en développement pour lesquels des informations sont disponibles, notamment le Brésil et la Turquie. Néanmoins, le défi auquel sont confrontés la plupart des pays émergents et des pays en développement est de générer un nombre suffisant d'emplois décents afin de faire face à l'augmentation de leur population active.
3. En 2011, même s'il n'atteint pas les niveaux atteints en 2010 (7,1 pour cent), le taux de croissance des pays en développement et des pays émergents devrait rester élevé (6,5 pour cent). Le taux de croissance annuelle de la Chine et de l'Inde devrait, par exemple, se situer entre 8 et 10 pour cent. Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, ainsi que dans les économies subsahariennes, la croissance devrait s'accélérer, grâce notamment aux cours soutenus des matières premières. La croissance du PIB devrait connaître une progression modérée au Royaume-Uni et aux Etats-Unis mais devrait ralentir dans la zone euro et au Japon. Dans l'ensemble, les pays développés connaîtront une reprise plus lente (voir tableau 1)⁵. Les Etats-Unis sont en train de connaître «la reprise la plus faible de leur histoire»⁶.
4. Les mesures de relance budgétaire ont été supprimées dans la quasi-totalité des pays, et le cycle des stocks ne contribue plus à la croissance du PIB⁷. Dans certains pays européens, en raison des préoccupations relatives à la viabilité de la dette, les mesures de relance

¹ FMI: *Perspectives de l'économie mondiale, mise à jour* (Washington, DC, janv. 2011), préambule.

² BIT: *Tendances mondiales de l'emploi 2011: Le défi d'une reprise de l'emploi* (Genève, 2011), résumé exécutif.

³ Nations Unies: *World Economic Situation and Prospects* (New York, 2011), p. v.

⁴ Par exemple: l'Afrique du Sud, l'Australie, le Canada, la République de Corée, l'Espagne, les Etats-Unis, la France, l'Italie, le Japon, le Mexique, le Royaume-Uni et la Fédération de Russie.

⁵ FMI, *op. cit.*

⁶ Nations Unies, *op. cit.*, p. iii.

⁷ FMI, *op. cit.* et OCDE: *Perspectives économiques*, n° 88 (nov. 2010).

budgétaire ont été remplacées par des mesures de resserrement budgétaire. Malgré les faibles taux directeurs et les engagements pris en faveur d'un assainissement budgétaire, la confiance des milieux d'affaires et du secteur privé reste peu élevée dans les économies développées, et les investissements sont insuffisants pour amorcer une reprise économique. Le marché immobilier demeure fragile et l'expansion du crédit reste faible. La reprise de la consommation a contribué en partie au rebond de la production aux Etats-Unis, alors que les exportations nettes n'ont pas progressé de façon significative et devraient reculer en 2011.

Tableau 1 FMI Perspectives de l'économie mondiale: Aperçu des projections
(variation en pourcentage)

| | 2009 | 2010 | Projections | |
|---|--------------|-------------|-------------|------------|
| | | | 2011 | 2012 |
| Production mondiale | -0,6 | 5,0 | 4,4 | 4,5 |
| Pays avancés | -3,4 | 3,0 | 2,5 | 2,5 |
| Pays émergents et en développement | 2,6 | 7,1 | 6,5 | 6,5 |
| Pays/régions sélectionnés | | | | |
| Etats-Unis | -2,6 | 2,8 | 3,0 | 2,7 |
| Zone euro | -4,1 | 1,8 | 1,5 | 1,7 |
| Royaume-Uni | -4,9 | 1,7 | 2,0 | 2,3 |
| Japon | -6,3 | 4,3 | 1,6 | 1,8 |
| Chine | 9,2 | 10,3 | 9,6 | 9,5 |
| Inde | 5,7 | 9,7 | 8,4 | 8,0 |
| Brésil | -0,6 | 7,5 | 4,5 | 4,1 |
| Mexique | -6,1 | 5,2 | 4,2 | 4,8 |
| Europe centrale et orientale | -3,6 | 4,2 | 3,6 | 4,0 |
| Moyen-Orient et Afrique du Nord | 1,8 | 3,9 | 4,6 | 4,7 |
| Afrique subsaharienne | 2,8 | 5,0 | 5,5 | 5,8 |
| Volume du commerce mondial (biens et services) | -10,7 | 12,0 | 7,1 | 6,8 |

Source: FMI: *Perspectives de l'économie mondiale, mise à jour* (janvier 2011), tableau 1.

Stabilité financière et des prix, et risques de détérioration

5. Au lendemain de la crise, le comportement de la croissance et des finances à l'échelle mondiale présente apparemment des similitudes en termes de déséquilibre et d'instabilité avec la période qui a précédé la crise. Ces questions non résolues pourraient entraver la réalisation de l'objectif d'une croissance soutenue, équilibrée et riche en emplois. Les flux de capitaux en direction des économies émergentes ont augmenté au cours de 2010 et ont déclenché une nouvelle vague d'accumulation des réserves. La hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires s'accélère. Ces tendances devraient persister en 2011, mais les niveaux record observés avant la crise ne devraient pas être atteints.
6. Selon le Fonds monétaire international (FMI)⁸, un certain nombre d'économies émergentes sont confrontées à des risques de surchauffe et pourraient envisager

⁸ FMI, *op. cit.*

d'augmenter leurs taux d'intérêt et permettre ainsi à leur monnaie de s'apprécier afin de contrôler les pressions exercées sur les prix. D'autres analyses soulignent que «la reprise économique reste inférieure à son potentiel»⁹ en Amérique latine, au sein de la Communauté d'Etats indépendants et en Afrique, ainsi que dans de nombreux pays parmi les moins avancés.

Changements structurels dans l'évolution du revenu et de la demande au niveau mondial

7. La croissance du PIB dans les pays en développement et les économies en transition devrait ralentir en 2011 et 2012, mais ces pays «continuent à soutenir la reprise mondiale»¹⁰. Ces performances économiques différentes observées au cours des dernières décennies, en particulier durant la crise, modifient le comportement l'évolution du revenu et de la demande au niveau mondial. En 2010, la Chine est devenue la deuxième économie mondiale, derrière les Etats-Unis et devant le Japon, et d'autres pays en développement ayant connu une croissance économique rapide ont réalisé des progrès notables vers la réduction de l'écart entre le revenu total par habitant de leurs pays et celui des pays développés. La croissance du commerce Sud-Sud reflète cette croissance à deux vitesses. L'augmentation des besoins en produits de base et en énergie des pays en développement à croissance rapide explique en partie la modification de la structure des prix des produits de base et du pétrole.
8. Avant la crise, en vue d'assurer leur croissance, les économies émergentes et en développement comptaient sur la demande des pays développés pour leurs exportations. La reprise étant faible sur ces marchés, il sera nécessaire d'orienter la demande vers le marché intérieur pour que le processus de développement puisse se maintenir. Cela supposera de mettre davantage l'accent sur la consommation des ménages et, par conséquent, d'améliorer substantiellement les revenus du travail et la protection sociale. Pour les pays développés, le risque de voir un taux irrédûciblement élevé de chômage étouffer la reprise pendant une longue période est inquiétant. Par ailleurs, les progrès sur la voie de la remise en état et de la réforme du secteur financier sont lents, ce qui se traduit dans plusieurs pays par un excédent de créances douteuses qui ralentissent les flux de crédits, en particulier vers les petites entreprises. La croissance, en particulier celle des revenus du travail et des ménages, permettrait d'atténuer les contraintes budgétaires et le taux des prêts improductifs du secteur financier, et de stimuler l'investissement privé. Le rééquilibrage de la croissance de l'emploi et du revenu des ménages, tant dans les pays émergents que dans les pays développés, pourrait alors contribuer de manière décisive à l'instauration d'une reprise plus durable et plus équitable.

Genève, le 1^{er} mars 2011

Document soumis pour information

⁹ Nations Unies, *op. cit.*, p. v.

¹⁰ *Ibid.*, p. iv.